



Compte de résultat

	France	Exportations	31/12/2022	31/12/2021
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	346 596 546	2 713 013	349 309 559	304 411 572
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	4 642 094	1 170 299	5 812 393	6 681 596
Chiffre d'affaires net			355 121 952	311 093 167
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			20 119 291	28 462 556
Autres produits			134 132	55 877
Total produits d'exploitation (I)			375 375 376	339 611 600
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises			272 220 671	226 724 229
Variations de stock			-3 573 007	-19 795 995
Achats de matières premières et autres approvisionnements			624 493	594 757
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			48 560 746	55 746 604
Impôts, taxes et versements assimilés			4 270 873	4 951 703
Salaires et traitements			28 391 102	33 446 694
Charges sociales			11 475 218	12 917 792
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			2 058 218	2 122 030
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			9 215 744	4 377 676
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			670 010	1 087 740
Autres charges			1 584 531	5 395 511
Total charges d'exploitation (II)			375 498 601	327 568 740
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			-123 225	12 042 860
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)			13 067 513	3 204 188
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			434 451	333 062
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges			2 067 031	6 788 813
Différences positives de change			422 266	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			15 991 261	10 326 062
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				3 315 639
Intérêts et charges assimilées (4)			4 116 133	986 659
Différences négatives de change				255
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			4 116 133	4 302 553
RESULTAT FINANCIER (V-IV)			11 875 127	6 023 509
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			11 751 902	18 066 370

Compte de résultat (suite)

	31/12/2022	31/12/2021
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	297 457	12 377
Sur opérations en capital	184 452	54 047
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges	5 406 198	23 610 757
Total produits exceptionnels (VII)	5 888 106	23 677 181
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	3 801 069	13 993 857
Sur opérations en capital	641 508	4 318 819
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	615 023	339 641
Total charges exceptionnelles (VIII)	5 057 600	18 652 317
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	830 506	5 024 864
Participation des salariés aux résultats (IX)	11 853	599 488
Impôts sur les bénéfices (X)		1 095 455
Total des produits (I+III+V+VII)	397 254 742	373 614 844
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	384 684 187	352 218 553
BENEFICE OU PERTE	12 570 555	21 396 290
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées	13 224 093	3 318 063
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	1 038 090	961 982



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Kloeckner Metals France S.A.S.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

Kloeckner Metals France S.A.S.

173-179, boulevard Félix Faure - 93300 Aubervilliers

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Kloeckner Metals France S.A.S.

173-179, boulevard Félix Faure - 93300 Aubervilliers

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'attention de l'associé unique de la société Kloeckner Metals France S.A.S.,

Opinion

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Kloeckner Metals France S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels qui vous sont adressés

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels qui vous sont adressés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 31 mai 2023

KPMG SA

Laurent Chillet

Associé

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2022	Net 31/12/2021
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	531 790	414 067	117 723	169 056
Fonds commercial (1)	4 767 448	4 767 448	1	1
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	2 864 483	707 113	2 157 369	2 162 187
Constructions	8 908 522	8 603 403	305 119	210 594
Installations techniques, matériel et outillage industriels	31 701 744	26 613 836	5 087 908	5 384 603
Autres immobilisations corporelles	10 503 289	9 173 610	1 329 679	1 981 098
Immobilisations corporelles en cours	88 566		88 566	264 794
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	85 175 496	5 414 701	79 760 795	77 693 764
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés	30 117	30 117		
Prêts	1 616 743	1 616 743		
Autres immobilisations financières	942 961		942 961	1 187 044
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	147 131 160	57 341 037	89 790 122	89 053 141
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	78 688 016	6 656 821	72 031 195	71 695 044
Avances et acomptes versés sur commandes	3 944		3 944	2 203 279
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	58 392 918	949 928	57 442 990	42 543 114
Autres créances	11 866 859	7 332 392	4 534 467	72 679 736
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 751 194		1 751 194	1 304 595
Charges constatées d'avance (3)	8 477		8 477	28 614
TOTAL ACTIF CIRCULANT	150 711 407	14 939 140	135 772 267	190 454 382
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	297 842 567	72 280 178	225 562 389	279 507 524
(1) Dont droit au bail			12 196	12 196
(2) Dont à moins d'un an (brut)				152 446
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan passif

	31/12/2022	31/12/2021
CAPITAUX PROPRES		
Capital	25 441 517	25 441 517
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	724 695	
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	13 769 202	-6 902 394
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	12 570 555	21 396 290
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	1 216 281	1 273 987
TOTAL CAPITAUX PROPRES	53 722 249	41 209 400
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	2 984 661	5 069 334
Provisions pour charges	20 551 597	33 103 317
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	23 536 258	38 172 651
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		124 473
Emprunts et dettes financières diverses (3)	86 431 698	138 051 933
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 027 809	908 732
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	46 271 923	44 814 194
Dettes fiscales et sociales	12 467 574	14 788 752
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 104 877	1 437 388
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	148 303 881	200 125 472
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	225 562 389	279 507 524
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)	147 276 072	199 216 740
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		124 473
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations	31/12/2022	31/12/2021
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	346 596 546	2 713 013	349 309 559	304 411 572
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	4 642 094	1 170 299	5 812 393	6 681 596
Chiffre d'affaires net			355 121 952	311 093 167
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			20 119 291	28 462 556
Autres produits			134 132	55 877
Total produits d'exploitation (I)			375 375 376	339 611 600
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises			272 220 671	226 724 229
Variations de stock			-3 573 007	-19 795 995
Achats de matières premières et autres approvisionnements			624 493	594 757
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			48 560 746	55 746 604
Impôts, taxes et versements assimilés			4 270 873	4 951 703
Salaires et traitements			28 391 102	33 446 694
Charges sociales			11 475 218	12 917 792
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			2 058 218	2 122 030
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			9 215 744	4 377 676
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			670 010	1 087 740
Autres charges			1 584 531	5 395 511
Total charges d'exploitation (II)			375 498 601	327 568 740
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			-123 225	12 042 860
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)			13 067 513	3 204 188
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			434 451	333 062
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges			2 067 031	6 788 813
Différences positives de change			422 266	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			15 991 261	10 326 062
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				3 315 639
Intérêts et charges assimilées (4)			4 116 133	986 659
Différences négatives de change				255
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			4 116 133	4 302 553
RESULTAT FINANCIER (V-IV)			11 875 127	6 023 509
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			11 751 902	18 066 370

Compte de résultat (suite)

	31/12/2022	31/12/2021
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	297 457	12 377
Sur opérations en capital	184 452	54 047
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges	5 406 198	23 610 757
Total produits exceptionnels (VII)	5 888 106	23 677 181
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	3 801 069	13 993 857
Sur opérations en capital	641 508	4 318 819
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	615 023	339 641
Total charges exceptionnelles (VIII)	5 057 600	18 652 317
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	830 506	5 024 864
Participation des salariés aux résultats (IX)	11 853	599 488
Impôts sur les bénéfices (X)		1 095 455
Total des produits (I+III+V+VII)	397 254 742	373 614 844
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	384 684 187	352 218 553
BENEFICE OU PERTE	12 570 555	21 396 290
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées	13 224 093	3 318 063
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	1 038 090	961 982

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS KLOECKNER METALS FRANCE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022, dont le total est de 225 562 389 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 12 570 555 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 28/04/2023 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2022 ont été établis conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'ANC homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général et modifié par les règlements ANC 2015-06, 2016-07, 2018-01, 2018-02 et 2019-09.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Le principe de continuité de l'exploitation retenue dans l'élaboration de ces comptes est notamment sous-tendu par un soutien du Groupe Klöckner.

En effet, le 09/03/2023, la société Klöckner & CO, maison mère ultime de Kloeckner Métals France Holding SAS a confirmé par courrier son intention de soutenir financièrement si nécessaire Kloeckner Métals France et ses filiales directes et indirectes (dont KLOECKNER METAL FRANCE SAS) de façon à ce qu'elles puissent assurer le règlement de leurs passifs exigibles pendant une durée de 15 mois à compter de la date de cette lettre et ensuite dans un avenir prévisible.

Conformément à la RECO n° 2013-02 relative au traitement dans les comptes individuels des provisions pour l'indemnité de départ à la retraite, la société a choisi de reconnaître en résultat les écarts actuariels et d'appliquer la méthode dite "2" de la recommandation.

Le choix de cette méthode permet de conserver une comparabilité des comptes par rapport à l'exercice précédent pour lequel la même méthode d'évaluation avait été retenue.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- * Terrains et aménagements : 50 ans
- * Constructions : 10 à 20 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de transport : 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 à 4 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Lorsqu'il existe un indice de perte, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière, si l'actif continue à être utilisé, est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Toutefois, lorsque la valeur actuelle n'est pas jugée notablement, c'est à dire de manière significative, inférieure à la valeur nette comptable, cette dernière est maintenue au bilan.

La comptabilisation d'une dépréciation modifie de manière prospective la base amortissable de l'actif déprécié.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis.

Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen unitaire pondéré.

La société comptabilise une provision pour dépréciation des stocks de marchandises dès lors que la valeur de réalisation nette est inférieure au coût moyen d'achat pondéré.

Ainsi trois types de provision sont calculés :

- une provision pour obsolescence : la dépréciation des produits obsolètes ou endommagés identifiés dans les entrepôts est déterminée par référence au prix probable de réalisation.

- une provision pour rotation lente : la dépréciation est déterminée par un calcul statistique différencié par nature de marchandises (Fournitures Industrielles pour le Bâtiment et Produits Métallurgiques).

La rotation est appréciée au niveau de la société.

- une provision pour marge négative : la dépréciation est calculée à partir des prix de vente futurs estimés sur la base des informations existantes à la date de clôture.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du

Règles et méthodes comptables

jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Le groupe Klöckner a mis en place un programme de titrisation de créances qui couvre certains pays dont la France. Ainsi, toutes les créances issues de l'exploitation commerciales sont éligibles à la cession sans recours à un établissement bancaire. Ce programme de cession peut entraîner le déblocage d'un financement au niveau groupe.

Les créances cédées demeurent à l'actif du bilan de la société.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

- PENSIONS ET RETRAITES :

Les engagements en matière de départ à la retraite (indemnités de fin de carrière et retraite complémentaire) sont comptabilisés sous forme de provision. Ils sont calculés annuellement par des actuaires indépendants en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Les changements d'hypothèses actuarielles qui affectent l'évaluation des obligations sont traités comme des gains et pertes actuariels, ils sont enregistrés en résultat de l'exercice de leur constatation.

Cette méthode est maintenue pour l'exercice 2022, conformément à la méthode dite "2" de la RECO n°2013-02 de l'ANC relative à l'évaluation et à la comptabilisation des engagements de retraite.

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Les principes hypothèses actuarielles propres aux engagements de retraite :

Taux d'inflation : 2,20%

Taux d'actualisation : 3,70%

Progression future des salariées : 2,20%

Table de mortalité : INSEE 2016-18

Age de départ à la retraite : 62 ans pour les non cadres / 64 ans pour les cadres

Conditions de départ : Départ Volontaire

Taux de charges sociales : 46,69%

- MEDAILLES DU TRAVAIL :

L'engagement de la société en matière de médaille du travail, conformément à l'accord d'entreprise est comptabilisé dans les comptes, sous forme d'une provision, selon les calculs annuels réalisés par des actuaires indépendants d'après des hypothèses de calculs homogènes à celles prises dans le calcul des engagements de pension et d'indemnité de départ à la retraite.

Les principes hypothèses actuarielles propres aux engagements des médailles du Travail :

Taux d'inflation : 2,20%

Taux d'actualisation : 3,70%

Progression future des salariées : 12,20%

Table de mortalité : TV/TD 2016-2018

Age de départ à la retraite : 62 ans pour les non cadres / 64 ans pour les cadres

Conditions de départ : Départ Volontaire

Taux de charges sociales : 46,69%

Règles et méthodes comptables

- AUTRES PROVISIONS :

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Les coûts de restructuration sont positionnés dans le résultat exceptionnel.



Faits caractéristiques

KDI Export : société de trading à l'exportation en Afrique et les Dom-Tom ayant arrêté son activité courant 2018 et ayant été dissoute le 2 décembre 2022 à la suite de la réunion de toutes ses parts sociales dans le patrimoine de son associé unique, la société Kloeckner Metals France, en vertu de l'article 1844-5 du code civil à compter du 12/10/2022. Il en résulte un mali de fusion de 1,8 M€ compensé par une reprise de provision pour compte courant de 1,8M€, soit un impact net de 68K€.

La crise actuelle en Ukraine a renforcé des tensions sur la chaîne d'approvisionnement notamment sur les produits plats et l'aluminium.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	4 767 448			4 767 448
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	512 906	18 884		531 790
Immobilisations incorporelles	5 280 355	18 884		5 299 239
- Terrains	2 864 483	19 174	19 174	2 864 483
- Constructions sur sol propre	4 710 746	108 651	108 651	4 710 746
- Constructions sur sol d'autrui	1 177 593		80 610	1 096 983
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	3 103 437	151 999	154 643	3 100 794
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	31 663 596	871 819	833 671	31 701 744
- Installations générales, agencements aménagements divers	5 437 891	86 518	333 360	5 191 049
- Matériel de transport	340 756	2 647	29 244	314 159
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 992 416	40 348	34 683	4 998 081
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	264 794	88 566	264 794	88 566
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	54 555 711	1 369 721	1 858 829	54 066 603
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	86 409 186		1 233 690	85 175 496
- Autres titres immobilisés	30 117			30 117
- Prêts et autres immobilisations financières	2 803 787	372 998	617 081	2 559 704
Immobilisations financières	89 243 090	372 998	1 850 770	87 765 317
ACTIF IMMOBILISE	149 079 156	1 761 603	3 709 599	147 131 160

Notes sur le bilan

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Global
apports 1963 et antérieurs			79 000	79 000
apports 1975			80 697	80 697
apports 1982 de DAVUM			23 000	23 000
apports 1997 de CHARTIER COUV RAT MEFI et CMO			261 124	261 124
BERAUD SUDREAU 1999			111 000	111 000
AGSO 1999			70 000	70 000
HARDY TORTUAUX 1999			138 000	138 000
CARDINAL 1999			21 000	21 000
CHAMPENOIS			122 000	122 000
CHARPE METAL 1999			8 000	8 000
CHARRE 1999			18 000	18 000
DESCHODT 1999			15 000	15 000
GRIMMEISSEN PS 1999			168 000	168 000
JEHANNO 1999			8 000	8 000
METALSITT 1999			23 000	23 000
PROMET 1999			67 000	67 000
LE PAGE ET CARON 1999			15 000	15 000
ADRIEN TARGE 2006			1 699 000	1 699 000
INTERMETAUX 2006			76 000	76 000
TESTAS 2006			488 000	488 000
SNPI 2009			311 432	311 432
			953 000	953 000
Total			4 755 253	4 755 253

Les immobilisations incorporelles comprennent également un droit au bail inscrit à l'actif du bilan pour 12K€ en valeur brute et pour une valeur nette nulle.

Amortissements & dépréciation du fonds commercial : 4 755 252€

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

En 2005, la société a opté pour la comptabilisation des frais d'acquisition des titres directement en charges. Les frais d'acquisition sur titres sont retraités fiscalement le cas échéant.

- Valeurs brutes :

Les immobilisations financières sont évaluées au coût historique d'acquisition.

- Dépréciation :

Les provisions pour dépréciation des participations et autres titres immobilisés sont déterminées par rapport à la valeur d'utilité qui s'apprécie notamment en fonction de la situation nette de la filiale.

Liste des filiales et participations

Tableau réalisé en Kilo-euros

(1) Capital - (2) Capitaux propres autres que le capital - (3) Quote-part du capital détenue (en pourcentage)

(4) Valeur comptable brute des titres détenus - (5) Valeur comptable nette des titres détenus

(6) Prêts et avances consentis par l'entreprise et non encore remboursés - (7) Montants des cautions et avals donnés par l'entreprise

(8) Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé - (9) Résultat du dernier exercice clos

(10) Dividendes encaissés par l'entreprise au cours de l'exercice

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS SUR CHAQUE TITRE										
- Filiales (détenues à + 50 %)										
SAS KDI IMMOBILIER	44 580	37 378	100,00	66 545	66 545			7 487	13 750	13 068
SAS KDI DAVUM	752	-2 119	100,00	2 287		6 613		12 029	-1 291	
SAS PRAFER	800	-6 825	100,00	2 763		5 558			117	
SAS A T 2 T	1 110	12 106	100,00	13 581	13 216	-2 022		58 425	2 043	
- Participations (détenues entre 10 et 50 %)										
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES AUTRES TITRES										
- Autres filiales françaises										
- Autres filiales étrangères										
- Autres participations françaises										
- Autres participations étrangères										

Le montant total des dépréciations sur titres de participations s'élève à 11 553 213 €.

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	2 266 163			2 266 163
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	343 850	70 217		414 067
Immobilisations incorporelles	2 610 013	70 217		2 680 230
- Terrains	702 295	4 818		707 113
- Constructions sur sol propre	4 464 437	85 221	750	4 548 908
- Constructions sur sol d'autrui	1 177 593		80 610	1 096 983
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	3 099 654	12 501	154 643	2 957 512
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	26 254 371	1 131 812	772 346	26 613 836
- Installations générales, agencements aménagements divers	4 657 992	165 175	309 899	4 513 267
- Matériel de transport	334 936	6 549	29 244	312 241
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 797 037	581 926	30 862	4 348 101
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	44 488 315	1 988 001	1 378 354	45 097 962
ACTIF IMMOBILISE	47 098 327	2 058 218	1 378 354	47 778 192

Amortissements & dépréciation du fonds commercial : 4 755 252€

Notes sur le bilan

Actif circulant

Stocks

Les flux s'analysent comme suit :

	A la fin de l'exercice	Au début de l'exercice	Augmentation des stocks	Diminution des stocks
Marchandises				
Marchandises revendues en l'état	78 688 016	75 150 854	3 537 161	
Approvisionnements				
Matières premières				
Autres approvisionnements				
Total I	78 688 016	75 150 854	3 537 161	
Production				
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Produits résiduels				
Autres				
Total II				
Production en cours				
Produits				
Travaux				
Etudes				
Prestations de services				
Autres				
Total III				
Production stockée				

Notes sur le bilan

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 72 827 957 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	1 616 743		1 616 743
Autres	942 961		942 961
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	58 392 918	58 392 918	
Autres	11 866 859	11 866 859	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	8 477	8 477	
Total	72 827 957	70 268 253	2 559 704
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
rabais à recevoir fournisseurs FIB	88 000
rabais à recevoir (provision)	1 651 576
Total	1 739 576

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Dépréciation des stocks

Tableau des dépréciations par catégorie :

	Montant
dépréciation pour obsolescence	4 081 450
dépréciation pour rotation lente	2 575 371
TOTAL	6 656 821

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 25 441 516,80 € décomposé en 15 513 120 titres d'une valeur nominale de 1,64 €.

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 15/06/2022.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	-6 902 394
Résultat de l'exercice précédent	21 396 290
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	14 493 896
Affectations aux réserves	724 695
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	13 769 202
Total des affectations	14 493 896

Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2022	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2022
Capital	25 441 517				25 441 517
Réserve légale		724 695			724 695
Report à Nouveau	-6 902 394	20 671 596			13 769 202
Résultat de l'exercice	21 396 290	-21 396 290	12 570 555		12 570 555
Provisions réglementées	1 273 987		167 447	225 153	1 216 281
Total Capitaux Propres	41 209 400		12 738 002	225 153	53 722 249

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	1 273 987	167 447	225 153	1 216 281
Prêts d'installation				
Autres provisions				
Total	1 273 987	167 447	225 153	1 216 281
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles		167 447	225 153	

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	2 267 670	496 468	906 859	297 198	1 560 080
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	25 056 848	173 542	7 991 793		17 238 597
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	10 848 134	447 575	6 563 134	868 268	4 737 581
Total	38 172 651	1 117 586	15 461 786	1 165 466	23 536 258
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		670 010	8 898 652	297 198	
Financières					
Exceptionnelles		447 575	5 181 044	868 268	

Les provisions pour litiges se rapportent à des litiges :

commerciaux : 0.2 M€

prud'hommaux : 1.3 M€

Les "Autres provisions pour risques" concernent essentiellement les provisions pour restructuration liées aux PSE en cours à la clôture de l'exercice.

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 147 276 072 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	86 431 698	86 431 698		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	46 271 923	46 271 923		
Dettes fiscales et sociales	12 467 574	12 467 574		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	2 104 877	2 104 877		
Produits constatés d'avance				
Total	147 276 072	147 276 072		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	-20 000 000			
(**) Dont envers les associés	66 431 698			

Les dettes liées au groupe se rapportent à un compte courant de trésorerie qui est classé en "Emprunts et dettes financières diverses" au passif du bilan.

Le poste "Dettes fournisseurs et comptes rattachés" inclus également 1.9 M€ de dettes liées au groupe.

Les dettes couvrent également des avances et acomptes Clients pour 1M€.

Charges à payer

	Montant
Charges à payer Fournisseurs	17 694 457
Charges à payer Personnel	5 123 354
Charges à payer Organismes sociaux	2 698 563
Charges à payer Etat	315 887
Charges à payer Divers	1 659 372
Total	27 491 632



Notes sur le bilan

Autres informations

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

Montant	
Charges d'exploitation	8 477
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
Total	8 477

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2022
Produits métallurgiques	345 261 400
Fournitures Industrielles	9 841 099
TOTAL	355 121 952

Charges et produits d'exploitation et financiers

Résultat financier

	31/12/2022	31/12/2021
Produits financiers de participation	13 067 513	3 204 188
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	434 451	333 062
Reprises sur provisions et transferts de charge	2 067 031	6 788 813
Différences positives de change	422 266	
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	15 991 261	10 326 062
Dotations financières aux amortissements et provisions		3 315 639
Intérêts et charges assimilées	4 116 133	986 659
Différences négatives de change		255
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	4 116 133	4 302 553
Résultat financier	11 875 127	6 023 509

Notes sur le compte de résultat

Les produits financiers de participations se rapportent aux dividendes reçus de KDI Immobilier.

Les autres produits financiers sont liés à la rémunération du compte courant détenu sur chaque filiale.

Dans le même temps, compte tenu des situations financières à la clôture, ces comptes courants ont été mouvementés sur l'exercice par 2.5 M€ de dotations et par 1.8 M€ de reprises pour dépréciations.

Les charges d'intérêts se rapportent essentiellement à la rémunération des comptes courants financiers des filiales et de la maison mère Kloeckner & CO SE.

Le montant en "Reprises sur provisions et transfert de charges" correspond à la reprise de provision pour dépréciation des titres de la filiale AT2T SAS.

Transferts de charges d'exploitation et financières

Les transferts de charges d'exploitation figurant au compte de résultat pour 4 198 K€ se rapportent à :

- Aux indemnités salariales reclassées en résultat exceptionnel :	2 937 K€
- Autres coûts de restructuration :	128 K€
- Divers prélèvements de marchandises :	992 K€
- A des Indemnités d'assurance :	141 K€

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Résultat exceptionnel

	31/12/2022	31/12/2021
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	297 457	12 377
Produits exceptionnels sur opérations en capital	184 452	54 047
Reprises sur provisions et transferts de charge	5 406 198	23 610 757
Total des produits exceptionnels	5 888 106	23 677 181
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	3 801 069	13 993 857
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	641 508	4 318 819
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	615 023	339 641
Total des charges exceptionnelles	5 057 600	18 652 317
Résultat exceptionnel	830 506	5 024 864

Notes sur le compte de résultat

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	688	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	3 800 382	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	215 681	
Autres charges	425 827	
Amortissements dérogatoires	167 447	
Provisions pour risques et charges	447 575	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		297 457
Produits des cessions d'éléments d'actif		184 452
Amortissements dérogatoires		225 153
Provisions pour risques et charges		5 181 044
TOTAL	5 057 600	5 888 106

CHARGES EXCEPTIONNELLES :

Le poste "Autres charges exceptionnelles sur opération de gestion" : 3.8 M€ est principalement constitué des coûts de restructuration hors coûts de personnel.

Le poste "Autres charges" : 0,4 M€ est principalement constitué des indemnités salariales liées à la restructuration.

Le poste "Provisions pour risques et charges" : 0,4 M€ est également lié aux coûts sociaux.

PRODUITS EXCEPTIONNELS :

Le poste "Reprise de provisions" : 5.2 M€ se rapporte à la reprise sur provisions coûts sociaux.

Résultat et impôts sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après impôt
+ Résultat courant	11 751 902		11 751 902
+ Résultat exceptionnel	830 506		830 506
- Participations des salariés	11 853		11 853
Résultat comptable	12 570 555		12 570 555
(*) comporte les crédits d'impôt (montant repris de la colonne "Impôt correspondant")			

Notes sur le compte de résultat

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés de 25 %, fait ressortir une créance future d'un montant de 599 287 €. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

Montant	
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	1 216 281
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	1 216 281
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	3 613 429
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	3 613 429
C. Déficits reportables	
D. Moins-values à long terme	
Montant de la créance future	599 287
(A - B - C - D) * 25 %	

Notes sur le compte de résultat

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/01/2006, la société Kloeckner Metals France est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe dont la société tête de groupe est Kloeckner Metals France Holding, 173-179 BOULEVARD FELIX FAURE 93537 AUBERVILLIERS CEDEX.

La société est intégrée fiscalement dans le cadre du régime de groupe constitué en application des articles 223A et suivants du CGI.

Dans le cadre de cette intégration, les relations entre la société et la société tête de groupe sont réglées par une convention signée le 1er Janvier 2006, qui a été renouvelée par tacite reconduction.

Le principe général retenu dans cette convention peut être résumé comme suit :

- Les sociétés intégrées seront toujours, dans la mesure du possible, replacées dans une situation patrimoniale identique à celle qui aurait été la leur si le régime d'intégration n'avait pas existé.
- Toutes les charges complémentaires résultant de l'application du régime seront à la charge de la société tête de groupe, celle-ci bénéficiant, en contrepartie, des économies que le régime pourra générer.

Déficits reportables

	Dans le cadre de l'intégration fiscale	Dans le cadre d'une imposition séparée
(A) - Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent		395 112 031
(B) - Déficits imputés		
(C) - Déficits reportables (A-B)		395 112 031
(D) - Déficits nés au titre de l'exercice		9 002 833
(E) - Total des déficits restant à reporter (C+D)		404 114 865

Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

En 2022 et sur le début de l'année 2023, Kloeckner Metals France a dû faire face à une situation de marché très incertaine, avec une dégradation de la marge dans un contexte inflationniste.

Face à ce constat, en plus de l'accélération et du renforcement de sa stratégie, Kloeckner Metals France se doit de prendre des mesures afin de sauvegarder les emplois et sa présence en France.

Kloeckner Metals France souhaite repenser et recentrer son modèle opérationnel et son approche marché pour enfin permettre à l'entreprise de devenir compétitive et rentable de façon pérenne et durable, indépendamment des forts effets de cycles que peut subir le marché des commodités des aciers.

Le 1er mars 2023, l'entreprise a présenté aux instances représentatives du personnel un projet de plan de sauvegarde de l'emploi visant à recentrer son activité sur 12 sites dont 3 plateformes logistiques nationales, 3 centres HAVB, 3 sites logistiques régionaux et 3 agences de proximité en région parisienne. Ce projet emporterait la fermeture de 7 sites accompagnée d'une réduction des effectifs avec la suppression de 125 postes sur le périmètre Kloeckner Metals France

Effectif

Effectif moyen du personnel : 587 personnes dont 17 apprentis et 22 handicapés.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	126	
Agents de maîtrise et techniciens	238	
Employés	99	
Ouvriers	124	
Total	587	

Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Conformément à l'art. R-123-198-1 du Code de Commerce, cette information n'est pas fournie car elle conduirait indirectement à communiquer une rémunération individuelle.

Dénomination sociale : KLÖCKNER & CO SE

Forme : SE

SIREN :

Au capital de : 249 375 000 euros

Adresse du siège social :
am Silberpalais 1 47047 DUISBURG
ALLEMAGNE

<http://www.kloeckner.com/en/investors.html>

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
<i>Cautions sur marchés</i>	530 709
<i>Cautions Fiscales</i>	1 682
<i>Garanties internationales</i>	318 414
Avals et cautions	850 805
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Affectations hypothécaires</i>	3 219 928
Autres engagements donnés	3 219 928
Total	4 070 733
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	



Autres informations

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
<i>NEANT</i>	
Avals et cautions	
Autres engagements reçus	
Total	
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	



Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2022	Net 31/12/2021
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaires	531 790	414 067	117 723	169 056
Fonds commercial (1)	4 767 448	4 767 448	1	1
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	2 864 483	707 113	2 157 369	2 162 187
Constructions	8 908 522	8 603 403	305 119	210 594
Installations techniques, matériel et outillage industriels	31 701 744	26 613 836	5 087 908	5 384 603
Autres immobilisations corporelles	10 503 289	9 173 610	1 329 679	1 981 098
Immobilisations corporelles en cours	88 566		88 566	264 794
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	85 175 496	5 414 701	79 760 795	77 693 764
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés	30 117	30 117		
Prêts	1 616 743	1 616 743		
Autres immobilisations financières	942 961		942 961	1 187 044
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	147 131 160	57 341 037	89 790 122	89 053 141
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	78 688 016	6 656 821	72 031 195	71 695 044
Avances et acomptes versés sur commandes	3 944		3 944	2 203 279
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	58 392 918	949 928	57 442 990	42 543 114
Autres créances	11 866 859	7 332 392	4 534 467	72 679 736
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 751 194		1 751 194	1 304 595
Charges constatées d'avance (3)	8 477		8 477	28 614
TOTAL ACTIF CIRCULANT	150 711 407	14 939 140	135 772 267	190 454 382
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	297 842 567	72 280 178	225 562 389	279 507 524
(1) Dont droit au bail			12 196	12 196
(2) Dont à moins d'un an (brut)				152 446
(3) Dont à plus d'un an (brut)				



Bilan passif

	31/12/2022	31/12/2021
CAPITAUX PROPRES		
Capital	25 441 517	25 441 517
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	724 695	
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	13 769 202	-6 902 394
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	12 570 555	21 396 290
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	1 216 281	1 273 987
TOTAL CAPITAUX PROPRES	53 722 249	41 209 400
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	2 984 661	5 069 334
Provisions pour charges	20 551 597	33 103 317
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	23 536 258	38 172 651
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		124 473
Emprunts et dettes financières diverses (3)	86 431 698	138 051 933
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 027 809	908 732
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	46 271 923	44 814 194
Dettes fiscales et sociales	12 467 574	14 788 752
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 104 877	1 437 388
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	148 303 881	200 125 472
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	225 562 389	279 507 524
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)	147 276 072	199 216 740
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		124 473
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

KLOECKNER METALS FRANCE
Société par Actions Simplifiée au capital de 25 441 516,80 euros
Siège Social : 173/179, boulevard Félix-Faure - 93300 AUBERVILLIERS
352 645 501 RCS BOBIGNY

DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE DU 12 JUIN 2023

APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

Le 12 juin 2023 à 10h, la société Kloeckner Metals France Holding, Société par Actions Simplifiée au capital social de 260 698 126,65 € dont le siège social est situé 173-179 Boulevard Félix Faure – 93300 AUBERVILLIERS, identifiée sous le numéro 542 086 350 RCS BOBIGNY, représentée par Monsieur François CALAIS, Responsable Juridique, dûment habilité aux présentes en vertu d'une délégation de pouvoirs consentie en date du 9 juin 2023 par Monsieur Bernhard WEISS, Président de la SAS Kloeckner Metals France Holding, dûment habilitée aux présentes,

Agissant en qualité d'associé unique et de Président de la SAS Kloeckner Metals France, reconnaît que :

- 1) Monsieur Bernhard WEISS, en sa qualité de Président de la personne morale Présidente, a établi les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022 et son rapport de gestion sur l'exercice 2022 ;
- 2) Le Commissaire aux Comptes, KPMG SA, a établi son rapport sur les comptes annuels ;
- 3) Ces comptes et ces rapports ont régulièrement été communiqués et le texte du projet des présentes décisions à l'Associé Unique ;
- 4) L'inventaire a été tenu à sa disposition au siège social ;
- 5) Lui ont été également communiqués les documents suivants :
 - un exemplaire des statuts de la Société,
 - la copie de la lettre de convocation adressée au Commissaire aux Comptes,
 - la copie de la lettre d'invitation adressée au Comité Social et Economique.

La société KPMG SA, Commissaire aux comptes, régulièrement convoquée, est absente et excusée.

Madame Séverine Le PELTIER, représentant le Comité Social et Economique, régulièrement convoquée, est présente.

Il est ensuite donné lecture du rapport du Président, puis Monsieur le Président de séance déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, les résolutions suivantes sont soumises à l'Associé Unique.

FL

PREMIERE DECISION - APPROBATION DES COMPTES

L'associé unique, la SAS Kloeckner Metals France Holding, après avoir pris connaissance des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022 et du rapport de gestion du Président sur l'exercice 2022, approuve, tels qu'ils ont été présentés, ces comptes se soldant par un bénéfice de 12 570 554,78 €.

Il approuve également les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans le rapport de gestion du Président.

L'associé unique donne en conséquence à Madame Béatrice ROGER, ès qualités, quitus entier et sans réserve de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

Cette décision est adoptée par l'associé unique

DEUXIEME DECISION - AFFECTATION DU RESULTAT

L'associé unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice 2022 s'élevant à 12 570 554,78 € comme suit :

Affectation aux autres postes de réserves :	0,00 €
Affectation à la réserve légale :	628 527,74€
Versement de dividendes :	0,00 €
Affectation au report à nouveau :	11 942 027,04 €

Après cette affectation, la réserve légale est portée de 724 694,82 € à 1 353 222,56 € et le compte « Report à Nouveau » est porté de 13 769 201,57 € à 25 711 228,61 €.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est rappelé que les dividendes mis en distribution au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

EXERCICE	NOMBRE D'ACTIONS	DIVIDENDE
2021	15 513 120	0 € par action
2020	15 513 120	0 € par action
2019	15 513 120	0 € par action

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, l'associé unique prend acte que le montant des charges non déductibles des résultats imposables s'élève pour 2022 à 115 473,24 € et l'impôt correspondant à 28 868,31 €.

Cette décision est adoptée par l'associé unique

TROISIEME DECISION - CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L. 227-10 DU CODE DE COMMERCE

Aucune convention réglementée conclue au cours de l'exercice ni au cours d'un exercice antérieur et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice.

Cette décision est adoptée par l'associé unique

fc

QUATRIEME DECISION – RENOUELEMENT OU REMPLACEMENT DU MANDAT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

L'associé unique constatant que le mandat du Commissaire aux Comptes, à savoir KPMG SA, est arrivé à expiration ce jour, décide de nommer en remplacement la société PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT, Société par actions simplifiée au capital de 2.510.460 € dont le siège social est situé 63 rue de Villiers - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE, identifiée sous le numéro 672 006 483 RCS NANTERRE, en qualité de Commissaire aux comptes titulaire. Il ne sera pas nommé de commissaire aux comptes suppléant.

Cette nomination s'entend pour une durée de six exercices soit jusqu'à l'issue de la décision de l'associé unique appelé à statuer en 2029 sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2028.

La société PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT a déclaré préalablement aux présentes, accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées et n'être frappée d'aucune incapacité ou interdiction susceptible de lui interdire d'exercer ce mandat.

Cette décision est adoptée par l'associé unique

CINQUIEME DECISION - CONSTITUTION DE CAUTIONS, AVALS ET GARANTIES

L'associé unique confirme que le Président ne pourra, sans y être autorisé par une décision de l'associé unique, en application des statuts, délivrer des cautions, avals et garanties au nom de la Société au-delà de 2.300.000 € par opération à l'égard des tiers, la limitation à l'égard des filiales de la SAS KLOECKNER METALS FRANCE étant maintenue à 15.000.000 € par opération, cette limitation n'étant pas applicable à l'égard des administrations fiscales et douanières.

Cette autorisation est délivrée en tant que de besoin jusqu'à la décision de l'associé unique statuant sur l'approbation des comptes de l'exercice 2023.

Cette décision est adoptée par l'associé unique

SIXIEME DECISION – POUVOIRS EN VUE D'EFFECTUER LES FORMALITES LEGALES ET REGLEMENTAIRES DE PUBLICITE

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités légales et réglementaires de publicité.

Cette décision est adoptée par l'associé unique

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal, signé par l'associé unique.



